



PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf : DiPP-Bicpe/BD

**Arrêté préfectoral imposant à la société RLST ELIS
FOREST des prescriptions complémentaires pour la
remise en état de son site implanté à FOREST-SUR-
MARQUE**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de l'ordre national de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles R512-31 et R512-76 ;

Vu les décisions préfectorales réglementant les activités de la société RLST devenue RLST ELIS FOREST – siège social : 7 rue Alfred Mongy B.P. 4007 59704 MARCQ-EN-BAROEUL - pour son site implanté 64/68 rue Principale 59510 FOREST-SUR-MARQUE et notamment l'arrêté du 15 décembre 2008 imposant à cette dernière société des prescriptions complémentaires pour la cessation d'activité de son site à FOREST-SUR-MARQUE ;

Vu les études URS référencées PAR-RAP-09-01267-B du 26 mai 2009, PAR-RAP-08-00026-C du 09 juin 2009 et PAR-DIV-09-02912B du 23 décembre 2009 diagnostiquant la pollution du site de manière approfondie, caractérisant le risque, et définissant des stratégies de réhabilitation du sol ;

Vu le rapport du 19 octobre 2010 de M. le Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 18 janvier 2011 ;

Considérant que la société RLST a exploité des installations classées soumises à autorisation sur la commune de FOREST SUR MARQUE ;

Considérant que le terrain de ces installations classées présente une pollution des sols par des hydrocarbures et des composés organiques halogénés volatils ;

Considérant que la nappe alluviale présente une pollution par des composés organiques halogénés volatils ;

Considérant la migration horizontale de la pollution dans la nappe alluviale ;

Considérant, pour la réhabilitation du site, un usage futur de type industriel ;

Considérant qu'il est donc nécessaire de dépolluer le site, de mener une évaluation des risques résiduels à l'issue, et de continuer à surveiller les eaux souterraines ;

Sur la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

La société RLST ELIS FOREST, dont le siège est 7 rue Alfred Mongy à Marcq-en-Baroeul (59700) et ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la cessation d'activité de son site implanté 64/68 rue Principale à FOREST-SUR-MARQUE (59510).

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent au terrain d'assiette de l'installation autorisée ainsi qu'aux terrains extérieurs éventuellement affectés par une pollution en provenance de celui-ci.

Article 2 – Dossier de suivi

L'exploitant constitue un dossier spécifique contenant l'ensemble des pièces justificatives des travaux demandés par le présent arrêté.

Le dossier de suivi est à disposition de l'inspection des installations classées.

Par ailleurs l'exploitant adresse une copie du dossier de suivi à l'inspection des installations classées à tout moment, sur simple demande de celle-ci.

Article 3 – Obturation des ouvrages en profondeur

L'exploitant fait procéder aux rebouchages dans les règles de l'art en vigueur par une société compétente des forages et piézomètres qui ne seront pas utilisés dans le cadre des réseaux de surveillance piézométrique.

L'exploitant justifie des rebouchages des piézomètres non utilisés et des forages présents sur le site par l'archivage dans le dossier de suivi prévu à l'article 2 du présent arrêté des certificats de rebouchage fournis par la société dans le mois suivant les rebouchages.

Les rebouchages doivent avoir lieu avant les travaux mentionnés à l'article 4 du présent arrêté.

Article 4 – Traitement des sols

Article 4.1 – Dispositions générales

Sur la base des stratégies définies dans les études susvisées, l'exploitant traite les sources sols de pollution définies dans lesdites études et situées au droit de la zone des anciennes cuves à fuel et de l'ancien atelier de nettoyage à sec. Les cuves et réservoirs enterrés doivent être excavés.

A la fin des opérations de traitement, l'exploitant réalise des prélèvements en quantité suffisante pour caractériser la pollution résiduelle des sols.

Dans le délai de trois mois suivant la fin des travaux de traitement, l'exploitant complète le dossier de suivi prévu à l'article 2 du présent arrêté de l'ensemble des résultats des analyses permettant de justifier la fin des opérations de traitement notamment au regard de l'objectif de suppression de la migration des polluants. Les concentrations résiduelles doivent être telles que les migrations horizontales et verticales des polluants des terres notamment vers la nappe alluviale soient supprimées.

Les seuils résiduels mesurés sont également à justifier par l'exploitant sur la base de l'usage futur choisi et de l'analyse des risques résiduels prévue à l'article 5 du présent arrêté.

Article 4.2 – Arrêt du traitement et devenir des terres

Une fois les objectifs de traitement définis à l'article 4.1 du présent arrêté atteints, l'exploitant met fin au traitement et complète le dossier de suivi prévu à l'article 2 du présent arrêté des documents permettant de justifier cet arrêt (analyses de fin de traitement, méthodes d'échantillonnage, de prélèvement et d'analyse, interprétation et conclusions finales, etc.).

A défaut de l'atteinte des objectifs de réhabilitation préalablement fixés, lorsque les conditions asymptotiques des concentrations résiduelles des polluants HCT (C4-C10), BTX, COHV totaux dont Perchloroéthylène et Trichloroéthylène, sont atteintes, l'exploitant justifie la situation et arrête le traitement après information de l'inspection des installations classées. L'analyse des risques résiduels demandée à l'article suivant est alors mise à jour des concentrations résiduelles atteintes si ces dernières sont plus élevées que celle prises pour la dernière analyse des risques résiduels.

L'exploitant justifie du choix de la filière d'utilisation des terres traitées et de la traçabilité. Ces justifications sont mentionnées dans le dossier de suivi prévu à l'article 2 du présent arrêté.

Article 4.3 - Filière de traitement des terres excavées

Dans le cas où les terres polluées des zones décrites à l'article 4.1 du présent arrêté sont excavées, les prescriptions du présent article s'appliquent aux terres excavées.

Les terres excavées de l'ancienne zone des cuves polluées aux hydrocarbures pourront être traitées sur site en mélange aux terres polluées aux COHV ou éliminées dans une filière dûment autorisée.

Dans le cas d'une élimination en filière autorisée, l'exploitant complète le dossier de suivi prévu à l'article 2 du présent arrêté des bordereaux de suivi de déchets dûment complétés par le destinataire autorisé et le transporteur dans le mois suivant la réception des bordereaux.

Les terres excavées au droit de l'ancien atelier de nettoyage à sec polluées aux COHV devront être traitées sur site selon les modalités définies dans les études susvisées.

Article 4.4 – Conception du biotertre

Dans le cas où les terres polluées des zones décrites à l'article 4.1 du présent arrêté sont excavées et traitées par biotertre, les prescriptions du présent article s'appliquent alors.

Le biotertre sera implanté sur le site, dans des conditions telles qu'il ne présente pas de risque pour l'environnement et en limitant les risques de pollution accidentelle des eaux et du sol. A cet effet, le sol accueillant ce dernier sera étanche, il sera recouvert d'une couverture étanche et les lixiviats doivent être collectés.

Les émissions de gaz issus du traitement du biotertre doivent être collectées et traitées avant leur rejet dans l'atmosphère.

Le biotertre est implanté dans une zone du site à l'écart des travaux d'aménagement de réhabilitation envisagés pour le site. Un accès libre au biotertre doit être garanti.

Article 4.5 – Gestion des déchets des traitements

Les déchets issus des différents traitements (in situ ou sur site) doivent être éliminés dans les filières dûment autorisées.

En cas de traitement par biotertre, les lixiviats issus du biotertre peuvent être réinjectés dans le biotertre durant la phase de traitement. Une fois le traitement achevé, les lixiviats éventuels doivent être éliminés dans une filière dûment autorisée.

L'exploitant complète le dossier de suivi prévu à l'article 2 du présent arrêté des bordereaux de suivi de déchets dûment complétés par le destinataire autorisé et le transporteur dans le mois suivant la réception des bordereaux.

Article 5 – Analyse des risques résiduels

A la fin des opérations prévues à l'article 4 du présent arrêté, l'exploitant mène une démarche d'analyse des risques résiduels conforme à la méthodologie élaborée par le ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Cette démarche est menée selon un processus itératif : l'article 4 du présent arrêté ne pourra être considéré comme pleinement exécuté que si l'analyse des risques résiduels montre des niveaux de risques acceptables pour les usagers du site et pour les eaux souterraines, compte tenu de l'usage futur du site et, le cas échéant, des restrictions d'usage instaurées en application de l'article 8 du présent arrêté.

Dans le cas où l'exploitant prévoit le réemploi sur site des terres traitées du biotertre prévu par le présent arrêté, l'analyse des risques résiduels l'intègre.

L'analyse des risques résiduels finale est transmise à l'inspection des installations classées dans le délai mentionné à l'article 10 du présent arrêté.

Article 6 – Surveillance des eaux souterraines

Article 6.1 – Constitution des réseaux

L'exploitant met en place des réseaux de surveillance de la qualité des eaux souterraines de la nappe alluviale et de la nappe de la craie.

Les piézomètres existants, dès lors qu'il sera en bon état et répondent aux objectifs définis par le présent arrêté, peuvent être utilisés dans le cadre de la constitution du réseau.

Les réseaux piézométriques seront constitués d'un nombre de piézomètres suffisant pour caractériser l'impact éventuel du site.

La définition du nombre de piézomètres surveillant la nappe de la craie et leur implantation est faite sur la base d'une étude hydrogéologique menée par un hydrogéologue expert indépendant du bureau d'études choisi pour élaborer le plan de gestion. L'étude est soumise à l'approbation de l'inspection des installations classées avant réalisation des réseaux.

Les piézomètres feront l'objet d'un nivellement NGF des têtes. L'étanchéité des têtes devra être assurée. La tête du piézomètre doit se trouver dans un avant-puits maçonné ou tubé étanche de manière à éviter toute infiltration d'eau stagnante ou de suintement. Toutes dispositions seront prises pour signaler efficacement ces ouvrages de surveillance et les maintenir en bon état. Le déplacement éventuel d'un piézomètre ne pourra se faire qu'avec l'accord de l'inspection des installations classées.

Article 6.2 – Surveillance et analyse des eaux souterraines

Deux fois par an, en périodes de basses et de hautes eaux, des prélèvements auront lieu à partir des piézomètres définis à l'article 6.1. Les hauteurs d'eau (niveau statique) seront relevées lors de chaque prélèvement.

Les paramètres à analyser sont dans la nappe alluviale :

- pH, conductivité
- HCT (hydrocarbures totaux)
- BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène, xylène)
- COHV (composés organiques halogénés volatils) totaux dont PCE et ses produits de dégradation (TCE, cis-DCE, chlorure de vinyle)

Les paramètres à analyser sont dans la nappe de la craie :

- COHV (composés organiques halogénés volatils) totaux dont PCE et ses produits de dégradation (TCE, cis-DCE, chlorure de vinyle)

Article 6.3 – Transmission des résultats

Les résultats des mesures prescrites ci-dessus doivent être transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.

Les résultats doivent être accompagnés de représentations graphiques et commentés. Les évolutions doivent être décrites et interprétées.

Article 6.4 – Modification ou fin de la surveillance

Quatre ans après la première campagne de mesures consécutive à la fin des travaux prévus à l'article 4 du présent arrêté, et ensuite a minima tous les quatre ans, l'exploitant transmet au Préfet un bilan des résultats de la surveillance des eaux souterraines.

Ce bilan peut proposer des modifications du programme de mesures (paramètres à contrôler, fréquence des contrôles...), voire une suppression de la surveillance de la nappe, dès lors qu'il sera établi que l'ensemble des paramètres surveillés a atteint des seuils et un niveau de risque acceptable. Ces propositions seront examinées par l'inspection des installations classées.

Article 7 – Précautions particulières durant les travaux dans les zones polluées

Article 7.1 - Dispositions d'hygiène et de sécurité

Lors des travaux d'excavation concernant des zones polluées, des précautions doivent être prises pour éviter le contact avec les sols pollués et notamment :

Contrôler l'accès du chantier

Clôturer le chantier

Baliser les zones excavées

Prendre des précautions pour éviter l'envol de poussières

Porter des équipements de protection individuels adaptés aux risques

Se changer et laver les mains après chaque poste

Ne pas fumer, boire ou manger au droit des sols pollués.

Article 7.2 - Maîtrise des impacts sur l'environnement

Les déblais de terrassement et de purge réalisés dans les zones polluées devront être triés selon leurs caractéristiques physico-chimiques et orientés après analyse vers des filières autorisées et adéquates d'élimination. Dans l'attente de leur élimination, les déblais seront stockés de façon telle qu'ils ne présentent pas de risque pour l'environnement.

Un protocole de gestion des terres polluées sera défini afin de :

- Contrôler l'état des terres excavées afin de déterminer la filière de traitement adéquate,
- Contrôler l'état des terres en fond et flancs de fouilles afin de confirmer l'absence de pollution résiduelle supérieure à celle définie à l'article 4.

Article 8 – Restrictions d'usages

L'exploitant élabore toutes les propositions de restrictions ou contraintes d'usage rendues nécessaires pour garantir des niveaux de risque acceptables pour les usagers du site et pour les eaux souterraines, compte tenu de l'usage futur et d'une analyse des risques basée sur les objectifs de dépollution définis à l'article 4.1 du présent arrêté.

Les propositions de servitudes doivent également comporter les dispositifs de restriction d'usage demandé par l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2008, les servitudes de mémoire du site, d'accès et d'entretien des piézomètres et de la nécessaire compatibilité des projets d'aménagement futurs avec le traitement de la nappe alluviale défini à l'article 9 dans les délais mentionnés à l'article 10.

Les propositions de restrictions d'usage complétées sont transmises à l'inspection des installations classées dans le délai fixé à l'article 10 du présent arrêté.

Dans le cas où l'analyse des risques résiduels finale réalisée en application de l'article 5 du présent arrêté démontre des risques résiduels supérieurs aux risques envisagés par l'analyse des risques ayant servi à l'élaboration des propositions de servitudes, l'exploitant met à jour les propositions de restrictions d'usage et transmet la mise à jour à l'inspection des installations classées en même temps que l'analyse des risques résiduels finale.

Article 9 – Stratégie de dépollution de la nappe alluviale

L'exploitant précise la stratégie de dépollution de la nappe alluviale demandée par l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2008 dont l'objectif est l'absence de contribution de la nappe alluviale supérieure aux limites de la qualité pour les eaux destinées à la consommation humaine au niveau de la nappe de la craie.

L'exploitant étudie également les dispositifs à mettre en place en vue d'éviter une migration artificielle des polluants due au traitement. Les coûts et avantages des techniques envisagées doivent être détaillés.

L'exploitant transmet le rapport reprenant les études demandées dans le présent article à l'inspection des installations classées dans le délai fixé à l'article 10 du présent arrêté.

L'exploitant réalise les travaux de dépollution de la nappe alluviale conformément au rapport remis et afin de satisfaire à l'objectif précisé ci dessus.

Article 10 – Délais

Les dispositions du présent arrêté devront être respectées dans les délais suivants :

- Article 2 : fin des travaux de rebouchage : au plus tard un mois après notification du présent arrêté ;
- Article 4 : début des travaux : huit mois après notification du présent arrêté ; fin des travaux : au plus tard vingt-quatre mois après notification du présent arrêté ;
- Article 5 : transmission de l'analyse des risques résiduels finale à l'inspection des installations classées : trois mois après la fin des traitements prévus à l'article 4 et l'article 9 ;
- Article 6.1 : remise du rapport de l'hydrogéologue expert : six mois après notification du présent arrêté , fin des travaux de constitutions des réseaux piézométriques : au plus tard six mois à compter de l'approbation de l'inspection des installations classées suite à la remise du rapport de l'hydrogéologue expert ;
- Article 8 : remise des propositions de restrictions d'usage dans les trois mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- Article 9 : remise du rapport dans les quatre mois suivant la notification du présent arrêté, début des travaux : huit mois après notification du présent arrêté ; fin des travaux : au plus tard vingt-quatre mois après notification du présent arrêté.

Article 11 – Frais

Tous les frais occasionnés par les travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 12 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

Article 13 – Voie de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

Article 14 – Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de FOREST-SUR-MARQUE,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de FOREST-SUR-MARQUE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,
- Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Fait à Lille, le

4 MAR 2011

Le préfet,

Pour le préfet,

Le Secrétaire Général Adjoint,

Yves de Roquereuil



1

2

3